

MIGRANTS LA NOUVELLE FRACTURE

D'une crise à l'autre, ils sont devenus l'objet d'une confrontation idéologique, au centre d'un nouveau clivage qui remodèle le visage de l'Europe. Avec des conséquences potentiellement dévastatrices. Assistera-t-on à des dérives autoritaires ? Les droits humains voleront-ils en éclats ? Plongée au cœur d'une question existentielle...

PAR OLIVIER MOUTON

Le migrant fuit les ravages de la guerre ou les méfaits de l'une ou l'autre dictature. Ou il cherche, tout simplement, un travail et un avenir meilleur. Dans tous les cas, il est devenu, à son corps défendant, « le » sujet de toutes les conversations dans nos pays, un thème électoral au sujet duquel la politique belge – et, plus largement, européenne – se cristallise. Son visage, politiquement construit ou caricaturé à des fins de propagande, ne laisse personne indifférent. Adopter une position nuancée ? Pratiquement impossible, tant les slogans et les invectives se multiplient.

D'une crise migratoire à l'autre, le paysage européen se remodèle et se fracture entre partisans de frontières fermées et défenseurs d'une approche plus humaine. Le migrant et les questions qu'il soulève modifient en profondeur une Belgique de plus en plus écartelée, une Europe au bord de la rupture. Jusqu'où ira cette révolution ? Et doit-on craindre ses effets ?

1. LE NOUVEAU CLIVAGE VA-T-IL SE CREUSER ?

Bien malgré lui, le migrant est devenu un facteur de polarisation de la société belge et européenne. A grands coup d'une com-

parfaitement maîtrisée. Chaque tweet du secrétaire d'Etat Theo Francken (N-VA) est désormais susceptible de provoquer une crise politique, avec son lot d'indignations ou d'adhésions en retour. Chaque bateau perdu en Méditerranée – comme l'Aquarius, balloté ces derniers jours entre l'Italie, Malte et l'Espagne – et chaque migrant mort, en mer ou sur nos routes, comme la petite Mawda, rappellent nos sociétés à ses valeurs humanistes. Ou nourrit le sentiment d'une citadelle assiégée pour d'autres.

La question migratoire est aujourd'hui la source d'un nouveau clivage socio-politique aussi puissant que ceux qui ont fondé la Belgique, entre socialistes et libéraux, chrétiens et laïcs et, plus tard, Flamands et francophones. Cette dernière fracture avait été rebaptisée « centre-périphérie » par les politologues. « Ce clivage oppose les tenants

d'un Etat centralisé aux tenants d'une autonomie des régions périphériques, ou du respect des langues, des populations et des cultures dominées et territorialement distinctes », expliquait le philosophe Vincent de Coorebyter lorsqu'il était à la tête du Centre d'information et de recherche socio-politiques (Crisp). Dans son *Introduction aux doctrines et philosophies politiques* (éd. De Boeck, 2017), le politologue liégeois Pierre Verjans souligne combien ce clivage a évolué et met en avant l'apparition d'une nouvelle fracture entre exclusivistes et inclusivistes. « Elle divise ceux qui défendent une communauté réservée uniquement à ses descendants et ceux qui sont davantage ouverts à l'intégration d'autres cultures », résume-t-il.

Ce clivage est devenu l'un des fondements du jeu politique belge actuel (*lire aussi page 24*). La N-VA a ainsi fait évoluer son discours de la dénonciation du Wallon paresseux et profiteur à celle du migrant menaçant notre modèle de société et pro-

fitant d'une sécurité sociale fragilisée. Et ne cesse de durcir son discours, sur la forme du moins, dans la perspective des scrutins de 2018 et 2019. Pierre Verjans reconnaît que ce n'est pas sans paradoxes : le parti nationaliste flamand brouille souvent les pistes, au-delà de ses provocations volontaires,

lorsqu'il justifie son combat par la défense des Lumières contre de nouveaux obscurantistes. Ou lorsqu'il souhaite un vrai débat sur l'immigration économique.

« Le migrant est un thème très porteur pour les idéologies parce que c'est une page blanche, qui reste à écrire, et un terme sous lequel on regroupe des réalités très différentes : réfugiés, clandestins, immigrés de seconde génération, transmigra- nts vers l'Angleterre..., explique Co- rentin de Salle, philosophe politique et directeur du Centre Jean Gol, le service d'études du MR. Pour la gauche, c'est une victime qui doit être prise en charge de façon paternaliste, c'est une personne sans visage, homogène et vulnérable →

→ qui requiert de la protection et met en avant un discours de solidarité et de partage. Pour la droite, c'est un envahisseur qui lui permet de tenir des positions viriles et d'avoir des discours clairs sur l'identité. En réalité, tant la droite que la gauche n'ont pas intérêt à ce que l'on trouve une solution. En tant que libéral, je considère avant tout le migrant comme un individu autonome, responsable, qui doit faire ses preuves dans le pays dans lequel il arrive. Il doit avoir accès au travail, mais pas immédiatement à la sécurité sociale. » Match nul, balle au centre ? Aujourd'hui, on entend surtout les deux camps opposés...

Accessoirement, si l'on peut dire, ce nouveau clivage pourrait raviver les tensions intrabelges. Car les différences de sensibilité sont potentiellement importantes entre le nord et le sud du pays. Politiquement, une fracture renforcée au lendemain des élections de 2019 et l'absence de majorité pour un nouveau gouvernement Michel, tel qu'elle est apparue dans les derniers sondages, pourraient replonger notre pays dans une longue crise. Avec le confédéralisme comme dégât collatéral.

2. JUSQU'OUÛ IRA LA CHUTE DES DOMINOS POLITIQUES ?

Ce clivage ne vaut pas que pour la Belgique, loin s'en faut. Et il fait des ravages sur le plan électoral, dans toute l'Europe. L'Italie de Matteo Salvini et la Slovénie de Janez Jansa ont rejoint la Hongrie de Viktor Orban, la Pologne de Jaroslaw Kac-

zynski, la Slovaquie de Robert Fico ou l'Autriche de Sebastian Kurz dans le cercle de plus en plus large de ces pays gagnés par un vent d'eurosepticisme et de fronde antimigrant. Sans oublier le score important de l'extrême droite aux dernières législatives allemandes ou aux présidentielles françaises. Ni le Brexit, en cours de négociation, dont le référendum avait été fortement marqué par la question migratoire. « On constate une forme de "visegrádisation" de l'Europe, c'est évident », constate Pierre Verjans, en référence au groupe de Visegrád – qui regroupe la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie – précurseur de cette tendance au repli sur soi qui se généralise au sein de l'Union, depuis une dizaine d'années.

« Il est important d'aller au-delà des slogans et des idées préconçues pour analyser le phénomène et apporter des réponses, insiste Tanguy de Wilde d'Estmael, professeur de géopolitique et de relations internationales à l'UCL. Mettons-nous à la place de ces pays qui ont opté pour des replis nationalistes. En Europe centrale, que ce soit en Autriche ou en Hongrie, on reste par exemple traumatisé par la confrontation avec l'Empire ottoman, au xx^e siècle. En Italie, on considère, en partie à juste titre, que le pays a été laissé en première ligne de la crise migratoire, livré à lui-même par les autres Etats européens. » Le nouveau gouvernement italien a décidé de serrer la vis. Les premiers effets sont déjà perceptibles : il risque de rejeter son rôle de réceptacle vers un autre pays, l'Espagne, dont le gouvernement vient de changer à la suite de l'affaire de corruption qui a touché le Partido Popular. Fragile, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez risque d'être rapidement mis sous pression. Les dominos pourraient continuer à tomber.

En clair, personne n'est à l'abri. Pas même la Belgique, où les derniers sondages mettent même en avant une progression du Parti populaire au sud du pays. Au MR, on en est conscient. « Nous devons prendre en compte les craintes de la population, soulignait Olivier Chastel, président du MR, à *La Libre*, en présentant la nouvelle doctrine, plus ferme, du parti... au lendemain de ce sondage. Nous devons absolument nous attaquer à la question migratoire maintenant. Sous peine, dans cinq ans, de devoir constater cette même montée des populismes et des extrémismes chez nous également. »

3. L'ARRIVÉE D'UN « NOUVEL HITLER » EST-ELLE POSSIBLE ?

Doit-on craindre le pire, un retour aux dérives des années 1930 ? Le débat, récurrent, est souvent balayé d'un revers de la main : rien ne sert de comparer, c'était un autre temps, une autre réalité, même si la crise financière de 2007 et son impact rappellent le krach boursier de 1929. Lorsqu'il pousse à son terme son raisonnement au sujet des ravages du nouveau clivage entre exclusivistes et inclusivistes, le politologue Pierre Verjans laisse toutefois échapper, spontanément : « Cela pourrait aller jusqu'à la logique du Troisième Reich ! »

Dans les années 1930, rappelle-t-il, une grande majorité des Juifs présents en Allemagne sont, eux aussi, des migrants qui avaient fui les pogroms en Russie et à l'Est. Dans un monde capitaliste en pleine modernisation, ceux-ci font preuve d'une mobilité telle qu'ils « s'adaptent mieux à un marché du travail en pleine mutation et donnent le sentiment qu'ils prennent le travail des Allemands de souche ». Une dynamique similaire était perceptible au Rwanda, avant le génocide, dit Pierre Verjans. Le politologue s'empresse de nuancer : « Il ne faut bien sûr pas affirmer que toute extrême droite mène automatiquement à Auschwitz, ce n'est pas mon propos. Dans les années 1930, plusieurs pays ont connu une évolution de cette nature sans que cela n'aille jusqu'à de tels excès. Aujourd'hui, Viktor Orban, en Hongrie, est antisémite, antitzigane, mais n'ira pas aussi loin. Marine Le Pen non plus, quand elle va à la rencontre des migrants pour leur conseiller de ne pas venir en Europe. »

Cela n'empêche pas d'être vigilant. « Dans les années 1990, je vous aurais répondu que le retour d'un Hitler en Europe était impossible », nous indiquait Alain Colignon, historien au Centre d'études et de documentation guerre et société contemporaine (Cegesoma), lorsqu'on l'interrogeait, il y a quelques mois, au sujet des régimes autoritaires apparaissant un peu partout dans le monde. « Aujourd'hui, je dis "non", mais... ». Il ne faudrait plus que la situation socio-économique se dégrade trop... » Les signaux, reconnaît-il, sont inquiétants avec une quête du bouc-émissaire – le musulman, le migrant, le juif, l'autre... – de plus en plus répandue. « Un Hitler qui reviendrait aujourd'hui avec l'apparence physique de l'époque n'aurait guère de chance, il finirait dans un asile d'aliénés ou dans un groupuscule néonazi. Mais dans la mesure où, hélas,

Hitler était intelligent, son clone s'adapterait aux codes politiques et médiatiques de l'heure, il élaborerait un message audible dans nos sociétés chahutées. Ces mouvements autoritaires actuels portent en eux une violence potentielle. Elle ne s'est pas encore exercée jusqu'ici, mais n'oublions quand même pas que des Turcs, des musulmans ou des tziganes ont déjà été tués par des néonazis. »

« Le contexte actuel est porteur de dangers, reconnaît Corentin de Salle. Cela pourrait faire ressurgir une forme de racisme en Europe, de stigmatisation. Le fait que des mandataires s'expriment de façon trop radicale peut être mal compris, cela peut légitimer des dérives. C'est la responsabilité des intellectuels et des médias d'éviter que cela ne dérape. »

4. LE DROIT INTERNATIONAL VA-T-IL ÊTRE BALAYÉ ?

Sans aller jusqu'à ces excès, faut-il craindre un changement de notre cadre de valeurs ? C'est devenu un leitmotiv dans le discours de la N-VA : il faut revoir la Convention européenne des droits de l'homme, pour gérer de façon efficace la crise

des migrants. Son président, Bart De Wever, avait déjà exprimé ce point de vue lors d'un discours à l'université de Gand, en septembre 2015, suscitant une vive polémique. Theo Francken l'a répété le 5 juin 2018, en marge d'une réunion des ministres européens, après avoir dénoncé la « mort » de la réforme de la politique européenne de migration. Cible : l'article 3 de la Convention selon lequel « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ». « Les "push-backs" étaient pratiqués en Europe avant leur interdiction par la Cour européenne des droits de l'homme en 2012, avance le secrétaire d'Etat, interdiction décidée sur la base de ce fameux article 3. Il faut pouvoir renvoyer

→ les bateaux, trouver une manière de contourner l'article 3, et la jurisprudence doit s'y adapter. » Riposte de Elio Di Rupo

(PS) : « Francken est tombé sur la tête ». Défense du Premier ministre, Charles Michel : « La Belgique respecte et respectera les conventions européennes et internationales. »

« Cette demande de revoir la convention, ou plutôt son interprétation, n'est visiblement pas que de la communication, car ce n'est pas la première fois qu'elle est formulée, décode Sylvie Saroléa, professeur de droit international à l'UCL. Je vois toutefois difficilement la possibilité de revenir sur la jurisprudence très claire et somme toute logique de la Cour européenne des droits de l'homme. Si un Etat agit hors de ses frontières en y exerçant son pouvoir régalién, il ne peut le faire qu'en respectant ses engagements comme il devrait le faire au sein de ses frontières. »

Par contre, ajoute-t-elle, le risque réside dans le fait de déléguer à des tiers la gestion de la crise migratoire par le biais d'accords bien souvent informels et peu contrôlables, dans le but même d'éluder le respect de principes fondamentaux. « Depuis deux ans, l'Union européenne multiplie les partenariats avec les pays de transit, que ce soit la Turquie, les pays subsahariens ou du Moyen-Orient. Ces accords, appelés "compacts", de par leur forme non conventionnelle, échappent au contrôle démocratique du Parlement européen ou de la Cour de justice de l'Union européenne. »

Cette évolution n'en est peut-être qu'à ses débuts. Theo Francken évoque la possibilité de nouer un traité avec la Tunisie pour y renvoyer les migrants fuyant à partir de la Libye. Le MR vient lui aussi d'adapter sa doctrine afin que les demandes d'asile soient étudiées à l'avenir dans les pays d'origine ou, à tout le moins, dans les pays limitrophes. « Ce pourrait être une bombe à retardement, estime Sylvie Saroléa. L'Union européenne accueille aujourd'hui une part infime des migrants dans le monde, la plupart sont déjà coincés dans ces zones-là. Et est-il cohérent de déléguer la gestion du phénomène migratoire, global, à des pays fragiles, en cours de reconstruction, comme la Tunisie ? Si l'objectif est d'y bloquer les migrants et d'éluder une gestion conjointe, à terme, cela risque d'aggraver le problème et d'engendrer d'autres mouvements migratoires, si ces pays venaient à basculer. C'est le danger d'une politique à court terme. »

5. L'UNION EUROPÉENNE • POURRAIT-ELLE ÉCLATER ?

« La réforme de Dublin est morte. » C'est avec ces mots forts, en marge de la même réunion du 5 juin, que le secrétaire d'Etat Theo Francken a signifié, de façon peut-être prématurée, l'impossibilité des Vingt-Sept (les Vingt-Huit, moins le Royaume-Uni) à s'entendre au sujet de la politique migratoire européenne.

De complexe, la discussion est, il est vrai, devenue inextricable avec l'arrivée des populistes au pouvoir en Italie, l'un des six pays fondateurs de l'Union. S'il y a bien une question susceptible de faire éclater l'Union, c'est celle-là, ont commenté plusieurs médias importants. Davantage encore que la crise économique et financière, parce qu'elle contient une importante dimension identitaire. « C'est effectivement un des éléments qui peut déstabiliser l'Europe et la déconstruire », met en garde Pierre Verjans.

« L'éclatement de l'Union européenne me paraît improbable, tempère Tanguy de Wilde d'Estmael. Personne n'y a intérêt, et il me semble que le Brexit – et la façon dont il a été géré... – constitue un repoussoir. Il y a bien sûr des intentions européennes qui n'ont pas été respectées – songeons simplement à la relocalisation des migrants – et des tensions entre l'Union et certains Etats membres. Le basculement de certains pays, dont l'Italie, va freiner les ambitions du couple franco-allemand, c'est sûr. Mais ces crises peuvent être aussi un incitant à la collaboration. » « Ce clivage va peut-être forcer les Etats et l'Union européenne à cesser d'être hypocrites, acquiesce Corentin de Salle. Il est possible que, sous l'effet de cette confrontation, on trouvera une solution à la crise migratoire. Si l'on étudie plus finement les positions de Bart De Wever, par exemple, au-delà des provocations habituelles de son parti, on constate qu'il évoque souvent l'intégration réussie. Et qu'il propose en réalité deux solutions : soit des frontières fermées, soit un débat sur la nécessité de relancer l'immigration économique. C'est peut-être vers cette deuxième option que l'on va aller. »

6. NOS VIES QUOTIDIENNES SERONT-ELLES AFFECTÉES ?

En attendant, nos sociétés sont déchirées. Le débat, houleux, provoque des tensions jusqu'au sein des familles. Les citoyens qui s'engagent pour héberger les migrants deviennent des résistants. « C'est de plus en plus le sentiment que nous avons, reconnaît Mehdi Kassou, porte-parole de la plateforme citoyenne d'aide aux réfugiés. C'était déjà l'impression de la plupart des hébergeurs après la présentation du projet de loi sur les visites domiciliaires. Depuis, certains utilisent des applications cryptées et évoquent en effet cette idée de résistance. Nous essayons de maintenir l'église au milieu du village et de rappeler que c'est légal. » Seules deux hébergeuses sont inculpées pour « traite d'êtres humains » : elles auraient outrepassé leur démarche humanitaire en prenant des contacts pour tenter de faire passer leurs protégés en Angleterre. « L'ambiance politique générale, exprimée par Theo Francken et dans une moindre mesure par le MR, ne va pas dans le bon sens, poursuit Mehdi Kassou. Je suis choqué de voir notre secrétaire d'Etat se réjouir de la décision italienne de limiter l'accueil des bateaux des ONG ou affirmer qu'il attend avec hâte la présidence autrichienne de l'Europe. »

« Depuis une quinzaine d'années, nous assistons à des régressions avec le durcissement de la politique migratoire, l'allongement du délai de détention en centre fermé ou la décision d'autoriser à nouveau l'emprisonnement des mineurs, prolonge Sylvie Saroléa (UCL). Même si, dans le même temps, ce recul est contrebalancé sur d'autres terrains grâce à certaines protections complémentaires. »

Le climat général de la société est à la création d'un bouc émissaire, à une confrontation d'idées peu sereine et, in fine, à des politiques restrictives, voire liberticides, susceptibles de nous affecter tous. « J'ai l'impression que l'on revient en arrière, s'inquiète Marco Martiniello, professeur de sociologie et spécialiste des migrations à l'ULiège. Autant j'avais l'impression, dans les années 1980-1990, que la société était plus accommodante, autant j'entends aujourd'hui des discours

que je n'aurais jamais cru possibles, y compris de la part de responsables politiques. Il est clair que la gestion de la question migratoire européenne ne fonctionne pas correctement. Mais, à partir d'un constat partagé, la sagesse voudrait que l'on tente de trouver des réponses en partageant aussi les responsabilités. Or, on ne va pas dans ce sens-là, mais dans celui d'un repli sur les intérêts nationaux.

Cela n'a rien résolu de faire ce que l'on a fait jusqu'ici, mais on va continuer à le faire ! »

Il est urgent, poursuit-il, d'étudier ces questions sur le fond, en cessant de jeter des anathèmes et de considérer, par exemple, que tous les Italiens sont des fascistes. Il est tout aussi urgent de considérer que la gestion migratoire est européenne voire mondiale et que la fermeture des frontières va à l'encontre de l'histoire. Urgent de veiller à certifier des voies légales de migration, urgent de protéger les droits qui sont peu à peu en train d'être rongés. « Car il ne faut pas s'y tromper, insiste-t-il, la question migratoire est révélatrice d'un changement plus profond, c'est une grille de lecture d'une évolution plus large qui touchera, à terme, tout le monde. »

Nos démocraties sont fragiles et rien ne dit qu'elles ne succomberaient pas à cette fracture creusée par le migrant, sans qu'il en soit conscient. Cet être vulnérable, globalisé, objet d'une lutte idéologique sans merci, caricaturé à dessein, pourrait être demain, la source de démocraties « illibérales » dans toute l'Europe. Ces régimes autoritaires ne concéderaient plus qu'une place minimale aux opposants et aux plus fragiles. Tous, sans le savoir, serions alors les victimes de cette nouvelle fracture aux implications tentaculaires. ♦